

Sur la montée de l'extrême droite en Amérique latine

✦ www.cetri.be/Sur-la-montee-de-l-extreme-droite



Bernard Duterme
4 décembre 2025

L'extrême droite opère-t-elle une montée en puissance sur les scènes politiques latino-américaines ? À quoi renvoie la tendance, socialement et culturellement, à l'échelle continentale ? L'intégralité – en version écrite et augmentée – de l'entretien d'Estelle Falzone (RTBF/La Première) avec Bernard Duterme (CETRI) pour l'émission « Ici Le Monde » du 23 novembre dernier [1].

Estelle Falzone – Avec la probable victoire au second tour de l'élection présidentielle chilienne du candidat José Antonio Kast (le 14 décembre prochain), peut-on parler plus globalement, à l'échelle du continent, d'une montée en puissance de l'extrême droite latino-américaine ?

Bernard Duterme – Oui, la montée de l'extrême droite politique en Amérique latine, et au pouvoir dans certains pays du sous-continent, est une tendance réelle. Une tendance politique qui va d'ailleurs de pair avec une tendance de fond, culturelle, religieuse et identitaire, aux accents similaires. Pour autant, il ne s'agit pas d'un raz-de-marée, d'une vague systématique et définitive qui se serait répandue ou qui serait en voie de se répandre sur l'ensemble du continent. À ce jour en tout cas, la poussée d'extrême droite reste nettement moins forte que la vague de gauche qui, entre 2000 et 2015 environ, a vu des forces et des leaders progressistes gouverner durablement une grande majorité des États latino-américains, à l'exception notable du Mexique et de la Colombie.

En réalité, depuis 2015, on a assisté sur les scènes politiques latino-américaines à

une double évolution concomitante. D'une part, des alternances relativement « classiques » gauche-droite, et ensuite droite-gauche, où les équipes sortantes ont été invariablement sanctionnées par l'électorat. D'autre part, l'apparition, l'émergence, la montée en puissance, c'est vrai, dans un certain nombre de pays, de nouveaux partis et figures de l'ultra-droite.

Pourquoi 2015 ? Parce que 2015, c'est grosso modo l'année de la fin du « boom des matières premières », cette période de vaches grasses, de croissance soutenue, d'euphorie extractiviste, d'enrichissement de l'Amérique latine en raison des cours très élevés sur le marché mondial des matières premières – agricoles, minières, pétrolières, gazières... – exportées par la plupart des pays du continent. Période prolifique dont va d'ailleurs bénéficier copieusement la vague de gauche – et les différents gouvernements qui la constitue – que je viens d'évoquer.

L'impact de cette chute des prix, de ce « cycle déflationniste » au mitan des années 2010, va plonger l'ensemble de la région, de 2015 à 2020, dans ce que la CEPAL – la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine – a appelé « la pire période économique depuis 1950 » pour le continent latino [2]. Période de crise, de stagnation ou de récession, considérablement aggravée en outre par la pandémie de 2020-2021 qui va suivre immédiatement et dont les pays latino-américains vont être proportionnellement (et même en valeurs absolues pour le Brésil et le Mexique) les premières victimes à l'échelle mondiale, en nombre de morts et en points de récession économique.

D'où, donc, sur les scènes politiques, durant cette période qui va de 2015 à aujourd'hui, une prédominance à la fois d'alternances relativement prévisibles (qui sanctionnent systématiquement les gouvernements sortants – de gauche ou de droite – pour n'avoir pas réussi à améliorer les situations socioéconomiques), et, dans certains endroits, d'éruptions d'extrême droite qui vont capitaliser sur le ras-le-bol social et sur le mécontentement des couches populaires et des classes moyennes.

Bien que « plurielles » – le brésilien Bolsonaro n'est pas l'argentin Milei, le salvadorien Bukele n'est pas le chilien Kast... –, les nouvelles figures d'extrême droite (ou d'obédience plus modérée mais dont les politiques vont « s'extrême droitiser » une fois au pouvoir, comme par exemple Daniel Noboa en Équateur) vont toutes se nourrir de cette insatisfaction montante des opinions publiques à l'égard tant des formats, des institutions et des acteurs « traditionnels » de la démocratie (pourtant encore relativement jeune en Amérique latine) que des résultats décevants, voire problématiques de celle-ci en matière de pouvoir d'achat, d'affaires de corruption et surtout d'insécurité. Une insécurité multiforme, s'entend : sociale, économique, physique, culturelle, identitaire, climatique...

EF – Idéologiquement, comment se positionne(nt) cette ou plutôt ces extrêmes droites ? Entretiennent-elles des liens avec le trumpisme ?

BD – Elles émanent électoralement de votes de protestation, lorsqu'une majorité des électeurs et des électrices donne sa confiance à des figures de rupture, hors *establishment*... qui apparaissent comme telles en tout cas. Des *outsiders* qui rejettent la « classe politique » traditionnelle, sur le mode du « tous pourris ». Il s'agit d'un dégagisme antisystème, anti-élites, anticorruption, mais aussi et surtout anti-insécurité, anticriminalité, anti-délinquance. Place à la « *mano dura* », à la répression pure et dure, à l'autoritarisme, fût-il militaire.

Au-delà de ce qui peut les différencier localement, oui, ces extrêmes droites sont plus ou moins alignées sur les obsessions du trumpisme, excepté la question migratoire, historiquement du moins... Car au Chili en effet, cette fois, l'afflux de ressortissant·es vénézuélien·nes (entre 400 000 et 500 000 des quelque 6 à 7 millions qui ont fui le Venezuela depuis 2015) a manifestement joué un rôle dans les élections. L'insécurité, réelle ou ressentie, y a été agitée et liée mécaniquement à l'immigration. L'ensemble des candidat·es – y compris d'ailleurs la candidate de gauche – ont rivalisé de promesses de fermeté. Celles du candidat Kast, parmi les plus ouvertement racistes et assorties d'engagements à expulser massivement, ont, semble-t-il, gagné la mise.

Autrement, les ressorts idéologiques des extrêmes droites latino-américaines puisent historiquement moins dans la question migratoire et le racisme externe que dans la stigmatisation de boucs émissaires intérieurs ou d'ennemis internes. Ce sont notamment les « classes dangereuses » que l'on retrouve dans le viseur de Bolsonaro au Brésil, la violence des « délinquants ». Et au-delà, politiquement parlant, « l'égalitarisme », le « marxisme culturel », la menace « socialo-communiste », l'épouvantail « chaviste », « castriste »... L'affirmation politique et culturelle des populations indigènes, des « *indios* » est également brandie comme une menace identitaire, voire existentielle, tout comme le concept d'« État plurinational » (que plusieurs pays latino-américains ont inscrit dans leur Constitution), la diversité ethnique, les minorités et, pire encore, la diversité de genre, sexuelle, la revendication d'inclusivité, etc.

Globalement, plus ou moins en phase avec Trump en matière économique – le positionnement libertarien de Milei en Argentine n'est pas celui, plus souverainiste et initialement étatique, de Noboa en Équateur par exemple –, les ultra-droites latinas font toutes, à des degrés divers, dans le sécuritarisme, le nationalisme, l'identitarisme, le suprémacisme et l'inégalitarisme, ainsi que bien sûr dans la restauration de l'ordre « naturel » des choses, patriarcal, sexiste et homophobe [3]. L'ordre qui rassure le quidam, ébranlé ou apeuré par les poussées progressistes, trop avant-gardistes à ses yeux, exercées par les luttes antidiscriminatoires, les mouvements féministes, écologistes, indianistes, voire les intellectuel·les décoloniaux.

En retour, l'actuel président des États-Unis, Donald Trump, dans son entreprise de réactualisation de la doctrine Monroe – « l'Amérique aux Américains », c'est-à-dire

aux États-Uniens et pas aux Chinois ou aux Européens – ne se gêne absolument pas pour soutenir ouvertement ses nouveaux alliés latino-américains ou favoriser leur prise du pouvoir dans un maximum de pays [4]. En venant à la rescousse financière de l'Argentine de Milei par exemple. En désignant le candidat à élire au Honduras, sous peine de rétorsions économiques et politiques. En agressant militairement le Venezuela pour y remplacer le président Nicolás Maduro par une autre de ses amies de l'ultra-droite. Etc.

EF – La tendance est donc bien politique et internationale, mais elle est aussi culturelle et intérieure, avez-vous dit.

BD – Oui, à l'évidence, la montée en puissance sur le plan politique de figures d'extrême droite – y compris dans des pays que je n'ai pas encore cités, où elles n'occupent pas (encore) le pouvoir, comme en Colombie ou au Pérou par exemple – va de pair avec deux grandes lames de fond à l'œuvre en Amérique latine depuis un certain temps déjà.

La première renvoie à ce raidissement religieux qui ne caractérise d'ailleurs pas que l'Amérique latine. Avec d'un côté une Église catholique toujours majoritaire dans la région et le plus souvent rigoriste – en tout cas aux antipodes des grandes figures progressistes et de « la théologie de la libération » qui a marqué le continent par endroits il y a une ou deux générations –, mais en perte de parts de marché, si j'ose dire. Et de l'autre côté, une hausse constante depuis plusieurs décennies de l'emprise des églises protestantes évangéliques ou pentecôtistes qui rassemblent, à ce jour, entre 20 et 30% des populations latinas. En Amérique centrale, elles sont même déjà pratiquement à égalité avec l'Église catholique.

Or, pour l'essentiel, ces églises protestantes affichent un profil très conservateur, capitalisent sur la morale de la réussite individuelle – une sorte de théologie de la prospérité, entrepreneuriale et méritocratique – et multiplient les prises de position antiprogressistes sur les questions sociétales. Dans la majorité des pays, elles se donnent d'ailleurs un rôle politique et influent d'une manière ou d'une autre sur les compétitions électorales, quand elles n'y participent pas.

L'autre grande lame de fond concomitante, c'est l'augmentation rampante sur l'ensemble du continent latino-américain, selon des modalités bien sûr variables d'un pays à l'autre, de la militarisation, ainsi que du militarisme. La militarisation, c'est l'assignation aux forces militaires de tâches, de budgets et de compétences non prévus dans les lois ou les Constitutions nationales. Comme au Salvador, par exemple, pour aider le président Bukele à intimider la classe politique. Comme au Mexique, pour endiguer les flux migratoires en amont de la frontière avec les États-Unis [5]. Comme au Brésil, pour « nettoyer » les favelas, etc.

Quant au militarisme, en hausse également, il se traduit par la propagation – notamment médiatique – dans les opinions publiques de systèmes de

représentations ou de valeurs qui normalisent le recours à la violence, qui naturalisent l'ordre social, fût-il très inégalitaire (et c'est bien le cas en Amérique latine), et qui justifient les réflexes sécuritaires...

EF – Pour autant, il ne s'agit pas d'un raz-de-marée, disiez-vous.

BD – Pas d'un raz-de-marée politique en tout cas. La majorité des États latino-américains ne sont pas à ce jour gouvernés par l'extrême droite. Et, exceptions de poids s'il en est, le Brésil et le Mexique, c'est-à-dire les deux plus fortes économies du sous-continent – 60% du PIB latino à elles seules – peuplées par un peu plus de 50% de la population latino-américaine. Ces deux géants ont à leur tête aujourd'hui deux leaders progressistes de gauche. Luiz Inácio Lula da Silva au Brésil qui y exerce, à 80 ans (!), son troisième mandat présidentiel et fait figure, selon les derniers sondages, de favori pour les prochaines présidentielles de fin 2026. Et Claudia Sheinbaum au Mexique, confortablement élue jusqu'en 2030, qui, après un an de présidence, garde une popularité plus importante encore – entre 60 et 80% d'opinions favorables – que celle dont bénéficiait son prédécesseur, Andres Manuel Lopez Obrador, du même parti politique, le Mouvement de régénération nationale (MORENA).

La progression de l'extrême droite en Amérique latine ne semble donc ni systématique ni inexorable. En témoigne encore la forte défaite surprise enregistrée par le président Daniel Noboa le 16 novembre dernier en Équateur. En effet, consultée par référendum, la population équatorienne a clairement rejeté (à plus de 60%) sa double proposition. Double proposition qui consiste d'une part, à réécrire la Constitution, bien trop révolutionnaire au goût de l'actuel président, approuvée en 2008 sous le gouvernement de gauche de Rafael Correa, et d'autre part, à autoriser le retour de bases militaires étrangères (entendez états-uniennes) sur le territoire national [6].

Bref, en matière de lames de fond réactionnaires – et à l'inverse, de résistances progressistes –, la messe n'est pas dite.

Notes

[1] . <https://www.cetri.be/lci-Le-Monde-petit-a-petit-l>.

[2] . Lire notamment CETRI, *Amérique latine : les nouveaux conflits*, Paris, Syllepse, décembre 2023, <https://www.cetri.be/Amerique-latine-poussees-6288>.

[3] . Lire notamment Laurent Delcourt, « Dérives réactionnaires et contre-mouvements dans le Sud », in CETRI, *Droites militantes et mobilisations réactionnaires*, Paris, Syllepse, 2018, <https://www.cetri.be/Derives-reactionnaires-et-contre>.

[4] . Lire notamment Bernard Duterme, « L'Amérique latine selon Trump : des menaces aux réalités », 31 janvier 2025, <https://www.cetri.be/L-Amerique-latine-selon-Trump-des>.

[5] . Lire notamment Bernard Duterme, « L'inhumanité de la politique migratoire de Trump », *Libération*, 8 septembre 2025, <https://www.cetri.be/L-inhumanite-de-la-politique>.

[6] . Lire notamment Francisco Hidalgo Flor, « Ecuador – Memoria y resistencia en el triunfo del NO : fracasa la consulta de la derecha », 2 décembre 2025, <https://www.cetri.be/Memoria-y-resistencia-en-el>.



Centre tricontinental - CETRI

av. Sainte Gertrude 5, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique

Tél: +32 (0)10/48.95.60

ceetri@ceetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service d'éducation permanente,
et de la Province du Brabant wallon

